

## ENQUÊTE PUBLIQUE CSNE

NOTA : Les références sont extraites du dossier simulations hydrauliques  
Chapitre 8 Mesures de réduction

Nos observations concernent les incidences du CSNE sur le niveau des crues en aval de Creil à la Seine

### 8-1 Principe et liste des mesures de réduction et de compensation.

Le premier paragraphe indique : » *De légers impacts négatifs ( accroissement de débit de quelques m<sup>3</sup>/s, élévation de niveau de quelques centimètres ) étaient observés en aval de Creil jusqu'à la Seine »*

Nous protestons contre cette présentation qui tente de minimiser les impacts à l'aval de Creil. En effet, tous les travaux qui sont effectués en amont de Creil et qui conduisent à un abaissement du niveau des crues dans ce secteur engendrent obligatoirement une augmentation importante à l'aval puisque à la confluence Seine -Oise le débit d'évacuation reste identique.

Nous rappelons que l'entente Oise-Aine a fait des calculs qui ont mis en évidence que 1 cm de débordement avait un coût d'environ 1 million d'euros.

### **Ce ne sont donc pas de légers impacts négatifs.**

Les études du secteur 1 sont présentées avec et sans MAGEO mais le dossier PRO de MAGEO est en cours d'étude. Les éléments pris en compte pour les études de CSNE sont extraits du dossier AVP de MAGEO ( Paragraphe 6 ) Les différences entre les deux projets pourraient être importantes et modifier les résultats actuels.

## MESURES COMPENSATOIRES EN PÉRIODE DE CHANTIER

Il y a 2 périodes de début du chantier

Période 1	pendant un temps estimé de 1an et demi à 2 ans
Période 2	2 ans 3/4 à 3 ans

Pendant ce temps les mesures de compensation ne seront pas opérationnelles. Il est précisé : « *que pendant cette période la probabilité d'observer une forte crue est faible* »

Cette phrase nous paraît un peu obscure. Nous n'admettons pas que l'on s'en remette au hasard pour justifier cette insuffisance . Il est inacceptable de faire courir ce risque à la population sans rien prévoir pour la protéger que par un heureux hasard . Une crue peut toujours survenir d'autant plus que dans ce genre de chantier complexe il n'est pas rare que les délais prévus dans l'estimation initiale soit largement dépassés.

Il y a donc pour cette période, un non respect des prescriptions de la loi sur l'eau qui exige que tous les effets négatifs soient strictement compensés. Il est bien évident que les périodes de chantier sont incluses dans ces exigences.

C'est pourquoi nous demandons à ce que le planning des travaux soit revu de telle sorte que la mise en place des mesures de réduction précède le rescinde ment de l'Oise.

## 8-2 MESURES COMPENSATOIRES DÉFINITIVES DE CSNE

Le dernier paragraphe du chapitre indique :

*Le paramétrage des automates.....en s'appuyant notamment sur la surveillance effectuée dans le cadre de la gestion actuelle des barrages de l'Oise*

Que les actions prévues ( manuelles ou automatisées ) soit confiées aux responsables de la gestion des barrages n'est pas une bonne solution pour deux raisons :

1° Actuellement la gestion des barrages est effectuée par VNF ( Voies navigables de France ) Or sa politique de gestion a comme priorité de permettre la circulation des bateaux le plus longtemps possible en retardant l'ouverture des barrages pour permettre l'évacuation de l'eau ce qui a pour conséquence une aggravation des crues. D'ailleurs au chapitre 9-1 *il est précisé que les barrages sont ouverts lorsque le débit atteint 300m3 par seconde.* Comme au régime normal le débit est de l'ordre de 30 à 50m³/s. Il est aisé de constater qu'il a été perdu beaucoup de temps pour évacuer l'eau en surplus et par voie de conséquence la crue est aggravée.

2° Sur l'ensemble du bassin versant de l'Oise il y a plusieurs opérateurs qui gèrent les ouvrages de régulation tel que l'Entente Oise-Aisne. Agir indépendamment les uns des autres pourrait s'avérer inefficace voir même dangereux, c'est pourquoi nous **demandons la création d'une haute autorité sous tutelle du président de région coordonnateur du bassin qui prendrait les décisions pour tout le bassin et en serait responsable.**

Pour Union-Oise 95

P. LARRIEU co-président

